



## ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° 2022/511T

### ARRETE DE POLICE EN VUE DE LA REALISATION DE TRAVAUX

#### Elagage – Diverses voies de Poissy

Du mardi 7 juin au mercredi 13 juillet 2022

Le Maire,

Vu la demande en date du 13 mai 2022, par laquelle la Société SMDA sollicite des mesures de restriction de stationnement et de circulation, afin d'effectuer des travaux d'élagage, dans diverses voies de Poissy, du mardi 7 juin au mercredi 13 juillet 2022,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-21, L. 2122-24, et L. 2212-1 et suivants,

Vu le Code de la route, notamment les articles L. 110-3, L. 325-1 et suivants, L. 411-1 et suivants, R. 325-1 et suivants, R. 411-1 et suivants, R. 412-26 et suivants, R. 417-1 et suivants,

Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 113-2, L. 116-2,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment l'article L.511-1

Vu le Code de l'environnement, notamment l'article L. 541-2,

Vu le Code pénal, notamment les articles R. 610-5 et R. 131-41,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, du 22 octobre 1963,

Vu l'arrêté permanent n° 2018/1205P du 25 octobre 2018 réglementant la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes dans diverses voies,

Vu l'arrêté n° 2020/391P du 23 mai 2020 portant arrêté de délégation de fonctions et de signature à Monsieur Georges MONNIER, deuxième adjoint au maire, délégué aux espaces publics, à la propreté urbaine et à la commande publique,

Considérant que des travaux d'élagage doivent être réalisés par la Société SMDA, dans diverses voies de Poissy, du mardi 7 juin au mercredi 13 juillet 2022,

Considérant que dans ce cadre, la Société SMDA utilisera des véhicules de plus de 3,5 tonnes,

Considérant qu'il importe dès lors d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique, ainsi que celle des intervenants,

Considérant qu'il est donc nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement,

#### **ARRÊTE :**

##### **Article 1 :**

Du mardi 7 juin au mercredi 13 juillet 2022, le stationnement sera interdit de part et d'autre des travaux d'élagage, sauf pour la Société SMDA, dans les rues suivantes :

- Avenue de la Maladrerie
- Rue Voltaire

- Rue de la Tournelle
- Avenue Christine de Pisan
- Avenue du Cep
- Rue de la Tannerie
- Boulevard Victor Hugo
- Boulevard de la Paix
- Avenue du Maréchal Foch
- Boulevard des Loges
- Avenue Fernand Lefebvre
- Rue de la Justice
- Boulevard Louis Lemelle
- Avenue Emile Zola
- Avenue Albert Joly
- Avenue Maurice Berteaux.

**Article 2 :**

Du mardi 7 juin au mercredi 13 juillet 2022, la Société SMDA devra mettre en place une déviation pour les piétons de part et d'autre des travaux d'égage, dans les rues suivantes :

- Avenue de la Maladrerie
- Rue Voltaire
- Rue de la Tour
- nelle
- Avenue Christine de Pisan
- Avenue du Cep
- Rue de la Tannerie
- Boulevard Victor Hugo
- Boulevard de la Paix
- Avenue du Maréchal Foch
- Boulevard des Loges
- Avenue Fernand Lefebvre
- Rue de la Justice
- Boulevard Louis Lemelle
- Avenue Emile Zola
- Avenue Albert Joly
- Avenue Maurice Berteaux.

**Article 3 :**

Du mardi 7 juin au mercredi 13 juillet 2022, de 9h00 à 16h00, la voie de circulation des rues suivantes sera réduite sur une voie de circulation et une circulation alternée sera mise en place :

- Avenue du Maréchal Foch
- Avenue Fernand Lefebvre
- Avenue Maurice Berteaux

**Article 4 :**

Du mardi 7 juin au mercredi 13 juillet 2022, la voie de circulation des rues suivantes sera réduite sur une voie de circulation et une circulation alternée sera mise en place :

- Avenue de la Maladrerie
- Rue Voltaire
- Rue de la tournelle
- Avenue Christine de Pisan
- Avenue du Cep
- Rue de la Tannerie
- Boulevard Victor Hugo
- Boulevard de la Paix
- Boulevard des Loges
- Rue de la Justice
- Boulevard Louis Lemelle
- Avenue Emile Zola
- Avenue Albert Joly

**Article 5 :**

Du mardi 7 juin au mercredi 13 juillet 2022, la Société SMDA sera autorisée à emprunter des voies interdites à la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes en dérogation de l'arrêté permanent n° 2018/1205P du 25 octobre 2018.

**Article 6 :**

Le bénéficiaire aura la charge de mettre en place la signalisation temporaire réglementaire correspondant aux prescriptions énoncées dans le présent arrêté, de part et d'autre du chantier. Il sera responsable des conséquences résultant d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation.

**Article 7 :**

Le bénéficiaire devra veiller à :

- maintenir les trottoirs et chaussées propres ;
- réduire au maximum la gêne apportée aux riverains ;
- maintenir un cheminement piétonnier continu et sécurisé ;
- évacuer par ses propres moyens tous les déchets générés (cartons et emballages) conformément à l'article L. 541-2 du code de l'environnement.

**Article 8 :**

Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :**

Seront considérés comme gênants, au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route, les véhicules en infraction avec les dispositions susvisées. Ces véhicules pourront être mis en fourrière par les soins des services de police, aux frais de leurs propriétaires.

**Article 10 :**

Le Directeur Général des services et le Responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 11 :**

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage, ou notification), auprès du Tribunal Administratif de Versailles (56 avenue de Saint Cloud 78000 VERSAILLES) ou par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Poissy, le 13 mai 2022



Pour le Maire et par délégation,  
Georges MONNIER

Le Deuxième Adjoint,  
délégué aux espaces publics,  
à la propreté urbaine et à la commande publique